

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'opération d'aménagement du campus Paris-Saclay, à Palaiseau (Essonne) le 24 septembre 2010.

Mesdames, Messieurs,

Je dois vous dire d'abord toute l'impatience qui était la mienne de revenir sur le plateau de Saclay. Depuis ma première visite à Supelec en 2007, alors que j'étais ministre de l'Intérieur, je suis déjà venu plusieurs fois ici souligner le rôle que Saclay doit jouer pour l'avenir de la France. Aujourd'hui je suis heureux de confirmer le lancement de l'opération d'aménagement du campus Paris-Saclay. Nous voulons faire de Saclay un ensemble de classe mondiale dans le domaine scientifique et technologique.

Depuis 60 ans des institutions prestigieuses sont présentes sur le plateau de Saclay. En 1946, Frédéric JOLIOT CURIE avait acheté le domaine de Button à Gif-sur-Yvette pour le CNRS.

L'année suivante, devenu Haut commissaire à l'énergie atomique, il choisissait les premiers terrains sur lesquels allait installer le CEA. Ce fut ensuite l'ONERA le centre de recherche des armées, puis l'Université de Paris, qui transféra une partie de sa Faculté des sciences. L'Institut d'optique, et dans les années 70, l'installation de l'École Polytechnique dont le Président POMPIDOU -- dans la polémique d'ailleurs - avait décidé le transfert.

Chacune de ces prestigieuses institutions a développé de véritables bijoux. Je ne peux les citer tous.

- l'optique, dans cette prestigieuse école qui nous accueille aujourd'hui, et dont je salue les professeurs et les étudiants £
- la physique avec les laboratoires de l'Université de Paris Sud, de Polytechnique, du CNRS et du CEA £
- les mathématiques, au sein de Paris Sud, de Polytechnique et de l'Institut des Hautes études scientifiques £
- la gestion et l'économie, avec HEC.

Mais ces projets, ces réussites, chacune de vos institutions les a développés indépendamment d'une vision d'ensemble. Ce n'est pas une critique, c'est un constat.

Certaines entreprises ne s'étaient pas trompées sur l'importance de ce qui se passait ici :

Thomson, Thalès, Danone, EDF, qui sont venues s'installer sur le plateau.

Mais, permettez-moi de vous dire avec beaucoup d'amitié et l'enthousiasme que je mets dans le projet de Saclay, c'est un crève coeur, et j'emploie un mot fort, c'est un gâchis de constater que depuis un demi-siècle tant de talents ont été regroupés en ces lieux sans qu'y soient développés une véritable stratégie et un véritable campus. Je prends mes responsabilités : il n'est pas raisonnable que perde une telle mosaïque d'institutions, chacune très prestigieuse, mais mal coordonnées entre elles, et séparées par des barrières institutionnelles artificielles, à mes yeux totalement obsolètes au regard des enjeux de la compétition mondiale dans laquelle chacun d'entre vous s'inscrit désormais. Et moi je ne peux pas accepter qu'il n'y ait pas ici de véritable campus, quand on sait combien un campus est source de créativité, d'innovation, de développement économique et social pour la région comme pour notre pays.

Alors, ce grand cluster, depuis des décennies, chacun en parle, chacun le souhaite. Et bien aujourd'hui, il devient réalité. Mais on est en France, et en France il faut de la volonté politique.

Par « volonté politique », je veux m'en expliquer, je n'entends pas le dirigisme d'un État qui impose aux institutions d'enseignement supérieur et de recherche leur implantation et leur mode

impose aux institutions d'enseignement supérieur et de recherche leur implantation et leur mode de fonctionnement. De toute manière, vous ne l'accepteriez pas et ce ne serait pas possible. La méthode que nous mettons en oeuvre nous a permis de faire en sorte que toutes les décisions qui vont conduire à développer le campus de Paris Saclay ont été prises d'abord par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche déjà présents ici, ou qui sont appelés à s'y installer. La seule chose que nous avons faite avec Valérie, c'est de mettre l'argent, ce qui a un petit peu incité à l'accélération. Depuis trois ans, les responsables de toutes ces institutions se sont réunis pour évoquer l'avenir de Saclay. Je veux rendre hommage à Paul VIALLE ici présent, Philippe LAGAYETTE et Alain BRAVO qui ont tous, et tous ceux qui les entourent, fait un travail fantastique.

Maintenant, nous pouvons envisager la création d'un véritable campus scientifique et technologique à Saclay, en concentrant ici la masse critique nécessaire.

Je veux vous annoncer aujourd'hui l'établissement sur le plateau de Saclay -- les décisions sont prises d'amener ici :

- * l'Agro Paris Tech,
- * l'École Centrale de Paris,
- * l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration économique,
- * Un pôle biologie pharmacie santé qui s'appuiera sur les équipes de la Faculté de Pharmacie de l'Université de Paris Sud,
- * l'École Normale supérieure de Cachan,
- * l'ensemble École des mines de Paris-Institut des télécoms.

Et l'Université de Paris Sud devra continuer à prendre toute la place éminente qui lui revient dans cette extraordinaire concentration d'intelligence que va désormais incarner Saclay.

Nous doterons immédiatement la nouvelle Fondation des mathématiques de Paris Saclay d'un capital de 40 millions d'euros, - tout de suite - afin de conforter le rang qu'occupent les mathématiciens du plateau de Saclay dans la compétition mondiale. En général, en France, on fait des projets et, après, on voit de combien il faut les réduire pour avoir l'argent. Là, on met l'argent tout de suite et on vous fait confiance. C'est un changement de méthode complet.

Complet.

Et naturellement nous allons lancer la construction de plusieurs infrastructures communes de logements et de services destinées aux étudiants.

Vous le savez, 850 millions d'euros de dotation en capital ont déjà été attribués au campus de Paris Saclay au titre de l'opération campus, portée par Valérie PÉCRESSÉ que je veux remercier une nouvelle fois. 850 millions d'euros de dotation en capital, vous les avez. L'État rajoute une subvention -- excusez du peu - d'un milliard d'euros, un milliard d'euros. C'est-à-dire un milliard 850 millions d'euros déjà affectés à Paris-Saclay. Ce milliard nous le prélevons sur les crédits du programme des investissements d'avenir, le Grand emprunt, dont le Commissaire général à l'investissement, René RICOL, a la responsabilité.

S'ajouteront à ce milliard 850 millions, un milliard d'euros de ressources apportées par les différents acteurs, qu'elles proviennent de leurs propres activités, de la valorisation du patrimoine immobilier et foncier qu'ils occupent actuellement, ou de collectes de fonds auprès de leurs anciens élèves et de leurs partenaires. C'est un niveau de financement sans précédent pour le campus de Saclay. J'aimerais qu'on me comprenne bien, la volonté politique, la mienne, elle est totale et les moyens sont là, ce ne sont pas des promesses, c'est fait.

Les premiers projets vont donc démarrer très vite, notamment pour Agro Paris Tech, l'École centrale de Paris et l'École nationale de la statistique et de l'Administration économique.

Alors on me dit que de tels investissements ne sont pas raisonnables à une époque marquée par la crise et la nécessité d'un retour absolu à l'équilibre des comptes. Mais, Mesdames et Messieurs prenons toujours soin de distinguer les dépenses publiques vertueuses, qui sont les dépenses d'investissement, celles qui sont productrices d'avenir, et les autres, les dépenses courantes, celles qui ont souvent gonflé sans mesure par facilité et par laxisme. En travaillant moins, on a moins, en travaillant plus on a plus. La France n'a pas besoin que l'on invente encore de nouvelles dépenses courantes de fonctionnement, la France a besoin de rattraper le retard

immense en matière d'investissement, de recherche, d'innovation pour avoir les meilleures universités, pour avoir les meilleurs laboratoires. Eh bien, emprunter pour financer cela, c'est préparer l'avenir et c'est le choix de rupture que j'ai voulu avec ce qui se faisait jusqu'à présent. Et qu'on me pardonne, je me passionne beaucoup plus pour cela, ce qui se passe ici parce que c'est l'avenir qui est en cause. On ne peut plus défendre des postures qui n'ont plus lieu d'être dans la compétition mondiale d'aujourd'hui.

Trop souvent, il faut le dire, quand la France a été conduite à faire des économies, elle a fait le plus facile, elle a coupé les dépenses d'investissement. C'est tellement facile, au lieu de couper dans les dépenses de fonctionnement.

Qui oserait dire qu'investir dans la matière grise constitue une dépense inutile pour la France ? Qui oserait dire que les investissements pour l'enseignement supérieur et la recherche et particulièrement ceux ici à Saclay ne sont pas des investissements qui vont augmenter notre potentiel d'innovation.

L'histoire de Saclay raconte soixante ans d'investissements épars souvent mal coordonnés. Nous avons voulu rompre avec cette pratique et mettre en oeuvre une véritable stratégie.

Tous les projets d'aménagement, tous les transferts de nouveaux établissements sur Saclay ont été conçus autour de pôles thématiques cohérents. Ce que vous êtes en train de réaliser ici, c'est tout simplement sans égal en Europe.

Le chantier de NanoINNOV, que nous venons de visiter, illustre parfaitement ce que nous recherchons : les équipes du CNRS, du CEA, de Paris Sud, de Polytechnique, de l'Institut Télécoms, vont travailler ensemble, dans les mêmes installations, dans les mêmes bâtiments avec un effet immédiat : l'annonce de ce nouvel ensemble a immédiatement attiré des industriels qui, ont proposé de participer au financement de la construction du troisième bâtiment, dans le cadre d'un projet d'Institut de Recherche Technologique. Aidons-nous ! Innovons ! Allons-y, les autres nous rejoindront. C'est exactement ce qui se passe.

C'est l'exemple de « l'effet campus ». Mais cet effet campus n'est pas seulement scientifique. Je vous le dis comme je le pense. Il ne faut pas que chacun d'entre vous conserve ses propres services, en regardant ceux des autres avec suspicion ou avec envie. Sur tous les grands campus du monde, les installations sont communes à tous. Alors je connais mon pays, je nous connais, et je sais combien les vieux réflexes de repli sur soi sont parfois tenaces : c'est mon restaurant universitaire, c'est ma cantine, ce sont mes étudiants, mes logements ! Ici, à Paris-Saclay, je vous le dis comme je le pense, la communauté d'usage sera la règle, l'usage exclusif sera l'exception.

Et je m'opposerai à tout ce qui serait un frein au mélange des étudiants, au mélange des personnels, propices à créer un campus vivant et attractif. Je m'opposerai à tout ce qui ne favorisera pas une mutualisation maximale de toutes les infrastructures sur le plateau de Saclay. C'est du mélange que vient l'innovation.

Dans un espace aussi vaste, il y a la question des déplacements entre les divers pôles. Cette difficulté m'a évidemment été signalée lors de chacune de mes visites. Et s'il est impossible de circuler sur le futur campus, il n'y aura pas de vie de campus, il n'y aura pas d'effet campus. C'est parfaitement évident.

Un système local de transport en site propre permet déjà de relier la gare du RER B de Massy-Palaiseau au campus de Polytechnique. C'est le fruit d'une bonne collaboration entre l'État, la Région et le département. Son extension vers l'Ouest jusqu'à Saint-Quentin en Yvelines, en reliant les autres pôles du futur campus de Saclay doit désormais progresser pour apporter une première solution à la lancinante question des transports sur ce territoire. Je comprends que le syndicat des transports d'Île-de-France a décidé de s'en saisir en association avec l'établissement public de Paris Saclay. La première phase des travaux doit déboucher d'ici 2013, je m'en réjouis pour ceux qui sont sur le plateau, comme pour ceux qui vont les rejoindre. L'État, je le dis, je l'annonce, sous le contrôle de Michel MERCIER, apportera son concours à ces travaux, à la condition que le calendrier soit tenu. C'est clair. C'est parfaitement clair. Le calendrier doit être tenu. Je ne laisserai pas abîmer le projet de Saclay par un retard pour des raisons que personne

ne comprendrait d'ailleurs.

Je note que d'autres aménagements notamment routiers seront nécessaires pour que les investissements considérables que consent l'État sur le volet universitaire et scientifique de ce projet, soient efficacement connectés entre eux. Je veillerai à ce que l'État, comme les collectivités, apporte sa pierre à la réussite collective.

A terme, cette première solution d'un transport collectif en site propre à travers le plateau sera puissamment complétée par la création d'une gare du futur métro automatique, au coeur du campus. Vous savez, le grand métro automatique qui fera le tour d'Île-de-France. Il y aura une gare au coeur de vos campus. Elle permettra d'inscrire pleinement Paris-Saclay dans le projet du Grand Paris, dont a la responsabilité, Michel MERCIER.

Ces aménagements seront soumis dans les prochains jours au débat public, -donc on lance le débat public là-dessus comme l'ensemble du projet de double boucle, parallèlement d'ailleurs au débat public relatif au projet « Arc Express » porté par la Région. Je n'ai pas voulu de ces débats incessants qui empoisonnent la vie administrative de notre pays. Il y a l'Arc Express de la région, la double boucle de l'Etat. On met au débat les deux, allons-y. Pas de bataille politicienne sur un enjeu aussi essentiel.

S'agissant de l'arrivée du futur métro automatique sur le campus de Saclay, je ne méconnaissais pas les oppositions qui s'expriment à la réalisation de cette boucle : la boucle Versailles -- Saclay -- Massy. Mais pourtant, qui peut honnêtement imaginer que nous réalisions ici un campus d'ambition mondiale sans qu'il soit raccordé directement, c'est-à-dire en moins d'une demi-heure, au centre de Paris ? Je ne cèderai pas. On ne peut pas faire un campus mondial et être à plus d'une demi-heure du centre de Paris. C'est clair. Le centre de la capitale demeurera, en effet, et je tiens à le dire, un centre universitaire et de recherche de tout premier plan. Et encore une fois, élargissons notre esprit, Il ne s'agit pas de retirer à Paris, il s'agit de faire un campus mondial. Je ne veux pas déshabiller l'un pour habiller l'autre, je veux qu'il y ait plus pour notre pays. Il ne s'agit pas de déplacer ici toutes les écoles, toutes les universités, tous les laboratoires de Paris à Saclay, mais, au contraire, de donner aux uns et aux autres toute la place et l'espace nécessaires à leur meilleur développement. D'ailleurs on ne pourrait pas faire un campus de niveau mondial à Paris compte-tenu du prix au mètre carré, de la rareté du terrain, c'est une évidence.

Qui peut penser un instant que des dizaines de milliers de chercheurs, d'étudiants, de cadres puissent venir ici, sans que ce territoire soit relié à la capitale, aux gares et aux aéroports internationaux ? Qui peut imaginer sérieusement de laisser demain les centres de l'excellence universitaire scientifique française à plus d'une heure et demie de Roissy ! Faire un campus mondial et mettre une heure et demie pour aller à l'aéroport, quand le projet de double boucle pourrait nous permettre de diviser ce temps de parcours par deux ? Mais qui peut imaginer attirer ici de grandes entreprises multinationales sans leur garantir des liaisons rapides, fiables, permanentes jour et nuit avec tous les grands centres de décision français, européens et mondiaux. Il nous faut être cohérent : le campus de Saclay ne peut être qu'en prise directe sur le reste du monde. Et le plus tôt sera le mieux.

Je comprends les craintes, les oppositions. Mais en France il y a toujours des craintes et toujours des oppositions. Mais on va aller encore plus vite et Saclay se fera.

J'entends bien les arguments de ceux qui considèrent qu'il n'est pas possible, en même temps, de satisfaire les besoins d'aujourd'hui et de préparer la croissance de demain. Bref, qu'il faut choisir, quelle drôle d'idée ! D'autres encore en viennent à présenter le débat qui va s'engager comme se divisant entre, d'un côté, ceux qui penseraient aux Franciliens d'aujourd'hui et, de l'autre, ceux qui penseraient aux hommes d'affaires de demain. Mais c'est une outrance qui ne résiste pas à l'expérience : je me souviens que j'ai dû personnellement m'impliquer en tant que Président de la République dans l'acquisition des RER à double étage sur la ligne A. Un Président de la République que doit faire cela ? On comprend que parfois l'on ait pris du retard ! Eh bien unir le présent et l'avenir, c'est précisément l'originalité, la force, la chance historique que nous offre le projet du Grand Paris, dans le domaine des transports, comme dans tous les autres.

autres.

C'est ce projet global de transports que l'État, la Région et toutes les collectivités d'Île-de-France doivent aujourd'hui travailler, avec confiance bien sûr, les uns les autres mais avec audace. C'est parce qu'il y aura un accord global sur les travaux à conduire aujourd'hui, demain et après demain, qu'il sera possible de définir des cofinancements entre l'État et les collectivités. Les Franciliens pourront embrasser l'ensemble du projet de transports pour les 15 ans à venir dans l'enquête publique que nous allons engager. Et les blocages, nous les lèverons.

Enfin, l'État accompagnera cette opération par la mise en place de nouvelles structures et par la réorganisation des structures plus anciennes. La Société du Grand Paris est désormais installée, sous la responsabilité du Président de son Conseil de surveillance, André SANTINI, que je salue et que je remercie, grâce au travail constant qu'il mène avec Michel MERCIER. Les décrets sont parus. Il va en aller de même pour l'établissement public de Paris Saclay dont les décrets d'organisation vont paraître ces jours-ci.

La question des élus locaux, je le dis aux parlementaires qui sont ici, comme aux maires et aux élus locaux. L'Etat, j'espère que vous l'avez compris, sait ce qu'il veut. Mais il ne décidera pas de tout et il respectera les élus locaux. Je rappelle d'ailleurs que pour la première fois dans ce type d'opération, l'État n'est pas majoritaire au sein de l'établissement public qui sera chargé de l'aménagement. Le collègue le plus important dans le conseil d'administration de l'établissement public de Saclay est en effet celui des élus. Nous ne travaillons pas pour tel ou tel intérêt partisan mais pour l'avenir. Nous ne travaillons pas pour tel ou tel territoire, mais pour la France. Et compte tenu des enjeux, je surmonterai toutes les oppositions si elles sont stériles.

Nous allons également reconfigurer la fondation de coopération scientifique Digiteo - Triangle de la physique, pour qu'elle devienne l'institution où se détermineront les projets scientifiques communs à tous les établissements du plateau. Elle sera l'unique porteur des projets qui seront déposés ici au titre du grand emprunt. C'est elle qui déterminera la politique scientifique présidant à l'aménagement du plateau. Elle sera dotée d'un conseil d'administration resserré et pourra héberger d'autres fondations. C'est clair. Ce n'est pas la pagaille. Jusqu'à présent vous avez décidé dans le consensus le plus total. Félicitations. Mais cela va devenir de plus en plus difficile. Donc la bonne règle c'est de décider à la majorité. Le consensus ne peut pas être la seule règle, sinon nous n'aurons plus de projet. Vous comprenez si l'on veut faire plaisir à tout le monde, il faudra choisir, vous choisirez. Ce n'est pas un drame, il y aura des débats. On ne fera pas tout mais ce que l'on fera, on le fera bien.

A tous ceux qui craignent que le développement du plateau de Saclay ne vienne perturber, voire détruire les équilibres naturels, l'activité agricole et l'harmonie environnementale de ce territoire. Je redis que l'Etat ne veut pas créer ici une ville nouvelle. Il n'en est pas question. Nous ne recouvrons pas ce territoire de béton et de bitume. 2 300 hectares de territoires naturels sont sanctuarisés dans l'emprise des opérations du plateau de Saclay. S'il est possible de faire plus, je le dis à Valérie comme à Michel, nous ferons davantage. Je sais que les projets d'aménagement prévoient de densifier l'espace occupé, de façon justement à l'économiser et à laisser le plus de place aux espaces verts et aux activités agricoles. Je sais également que les élus des deux départements, n'est-ce pas Nathalie KOSCIUSKO, sont très attentifs à cela. Partout dans le monde, les campus universitaires sont des lieux où la vie est agréable, où il y a des espaces verts, des espaces sportifs, une forme d'unité architecturale. La France n'est pas condamnée à ne pas avoir de campus ou, lorsqu'ils existent, à avoir des campus tristes ou bétonnés. Je ne comprends pas et ici nous ferons une opération architecturale et environnementale exceptionnelle. Je remercie d'ailleurs l'équipe des architectes qui s'y consacre.

Enfin, je termine et je veux répondre aux inquiétudes de ceux qui, trouvant le projet de Saclay trop beau, trop bien financé, s'imaginent que je vais oublier tous les autres grands lieux de la recherche française. Je sais parfaitement chère Valérie que le plateau de Saclay n'est pas la seule perle scientifique française. Il y a Paris intra muros, il y a d'autres institutions prestigieuses en province. Une de nos toutes récentes médailles Fields, Cédric VILANI, est professeur à Lyon, - nous avons déjeuné avec lui il y a quelques jours - directeur d'un Institut au cœur de Paris, et chercheur pas très loin d'ici, à l'Institut des Hautes études scientifiques ? On ne va tout de même

pas reprocher à Cédric, qui est un homme remarquable, d'être à la fois chercheur ici, directeur à Paris et professeur à Lyon !

Je veillerai à l'épanouissement des projets du Paris universitaire, et de nos villes universitaires en province. D'ailleurs, nous le prouvons, l'effort budgétaire que la France consent depuis trois ans aux universités françaises, jamais un gouvernement n'a fait plus en dotations budgétaires pour les universités françaises. Jamais. Vous savez les déclarations d'amour aux universités françaises ont hélas souvent fait long feu, ce sont les faits qui comptent. Moderniser l'enseignement supérieur, moderniser la recherche, donner les moyens nécessaires, surmonter les vieux clivages qui empêchent tout changement à l'époque où le monde évolue, voilà ce que nous voulons faire. Nous avons entrepris depuis trois ans une rénovation profonde de l'enseignement supérieur et de la recherche. Je vous avais dit à tous, chercheurs, enseignants, étudiants, professeurs, vous aurez les crédits mais nous voulons les réformes. Vous avez tenu votre parole, nous avons tenu la nôtre et ce qui se passe dans les universités françaises est absolument extraordinaire. Elles sont pratiquement aujourd'hui toutes autonomes. Nous corrigerons certains défauts de l'autonomie, et nous irons plus loin là où nous ne sommes pas allés assez loin... Les grands organismes de recherche se sont lancés eux aussi dans une rénovation de leurs méthodes de fonctionnement. Tout ceci s'est fait sans drame, uniquement parce que nous avons créé un climat de confiance en donnant les moyens d'abord. Pourquoi le monde universitaire et de la recherche étaient-ils si réticents à l'idée de réforme ? Parce que tant de fois, on lui avait fait faire une réforme au prétexte de la restriction budgétaire. C'est vrai Gauche/droite confondues d'ailleurs. Cela aboutissait à des désordres sociaux très graves et pour les calmer, on donnait de l'argent. Mais on oubliait de demander des réformes. Et je trouve que ce qui a été fait depuis trois ans est exceptionnel.

Vous savez, lorsque je suis venu à Supelec il y a trois ans, qui croyait à l'époque que trois ans après, on allait commencer le chantier du plateau de Saclay ? Je me souviens très bien, vous m'aviez écouté avec un scepticisme poli mais très profond. Vous disiez, dans le fond, il a le mérite de venir mais il ne fera pas plus que les autres. Certains en étaient rassurés, je me souviens, d'autres en étaient accablés, les meilleurs. Mais regardez trois ans après, j'avais promis l'argent, de nouvelles structures, le projet et que nous serions au rendez-vous. Ce n'est pas une question de gauche ou de droite, d'opposition ou de majorité, c'est une question d'avenir pour notre pays. La France ne s'inscrira pas comme dans un grand pays au XXI^e siècle si elle ne fait pas ce travail de réformes et d'investissements dans l'université et dans la recherche. Voilà, ce qui est en cause. Et pour moi, trois ans après, arriver ici et voir ce que l'on a pu faire grâce à vous, c'est exceptionnel.

J'en tire d'ailleurs la conclusion à tous ceux qui me disent qu'il faut ralentir, je pense qu'ils sont bien aimables mais qui n'ont pas compris la vitesse à laquelle évolue le monde. Faire ralentir la France voire la faire repartir en arrière alors que le monde va si vite de l'avant, ce serait irresponsable.

Vous avez compris que le projet de Saclay j'y attache un très grand prix, parce qu'ici se joue très exactement une partie de l'avenir de la France.

Merci à tous.